

MARS 2011 2\$



www.ycl-ljc.ca

JEUNESSE MILITANTE



25e congrès de la
YGL-LJC

Révolte en Tunisie
Interview :
Hamma Hammami

G20 : La Peur et la
Solidarité

Campagne BDS à
Montréal

17e FMJEE



GREVE SOCIAL

table des matières

Éditorial : 25e Congrès de la YCL-LJC

JM page 3

G20 : La Peur et la solidarité

Jamie Burnett page 22

«On a vaincu le dictateur, pas la dictature»

Baudouin Deckers page 29

Campagne BDS à Montréal

JM Montréal page 25

On a toujours besoin de la grève social

Marianne Breton Fontaine page 34

17e FESTIVAL MONDIAL DE LA JEUNESSE ET DES ÉTUDIANT-E-S

Espoir dans la lutte

Johan Boyden page 7

Déclaration final du 17e FMJEE

Page 12

Qui sont les 5 héros cubains ?

Fernando González, René González, Antonio Guerrero, Gerardo Hernández et Ramón Labañino, sont connus internationalement comme les «Cinq». Au milieu des années 90, ils avaient infiltré des groupes anti-cubains de la région de Miami dont les actions criminelles, préparées à partir du territoire étasunien, ont causé, depuis 1959, la mort de milliers de Cubains. Lorsque le gouvernement cubain a avisé celui des États-Unis des activités criminelles qui se préparaient, ce ne sont pas les terroristes qui ont été arrêtés mais les cinq Cubains qui voulaient prévenir les attaques. Ils ne faisaient que défendre de façon non violente les vies des citoyens de leur pays. Ils n'étaient pas armés et n'ont commis aucun acte violent. Leur procès a été dénoncé internationalement, y compris aux Nations-unies par le Groupe de travail sur les détentions arbitraires en mai 2005. Au Québec, de nombreuses personnalités, des députés et des organisations se sont prononcés pour leur libération.

Tout les 2e Jeudi
du mois à 17h00,
le comité Fabio
Di Celmo invite
la population à
manifester devant
l'Église St-James

United Church au 463 St-

Catherine ouest, puis à 17h30 devant le consulat des États-Unis

coin St-Alexandre et René-Lévesque pour demander la libération des 5 cubains.

**LIBÉREZ LES 5 CUBAINS
PRISONNIERS POLITIQUES
AUX ÉTATS-UNIS**

solidaritequebeccubaqc.ca

Comité Fabio di Celmo

Éditorial

25e congrès de la YCL-LJC Canada

En septembre dernier, la Ligue de la jeunesse communiste du Canada a tenue son 25e congrès.

L'objectif immédiat de la YCL-LJC est, comme mentionné dans l'introduction aux documents de notre congrès de «contribuer à la riposte de la jeunesse et des étudiantes et des étudiants à travers le Canada et de tourner une nouvelle page dans la lutte.» Le 25e congrès se réunit alors que des dangers menacent littéralement l'avenir de la classe ouvrière, et même de l'humanité et que la révolte gronde dans certain pays. Le réchauffement global s'aggrave, les guerres et les agressions sèment la misère, le racisme, la violence entre les sexes et menacent même la planète d'un holocauste nucléaire, les attaques des entreprises sur la classe ouvrière s'accroissent et des millions de travailleuses et de travailleurs perdent leur emploi. Il est clair pour nous que le besoin s'impose pour la population de découvrir et de créer une alternative pour l'avenir, de construire le socialisme.

Dans un article précédent, *Jeunesse Militante* demandait à Johan

Boyden, Secrétaire général de la YCL-LJC pourquoi nous fallait-il tenir notre à ce moment là ? Il a répondu : «*Bien sûr, nous sommes mandatés pour organiser un congrès central tous les trois ans en vertu de nos statuts et règlements. Mais en fait, beaucoup de choses ont changé dans la situation politique depuis notre 24ième congrès - au niveau international et partout au Canada. Il y a eu l'élection d'Obama, par exemple, et en particulier, la crise économique. Le chômage des jeunes est à un niveau record partout dans le monde. Les puissantes tours du capitalisme ont été ébranlées. La question des changements climatiques est désormais comprise, surtout après Copenhague, comme étant étroitement liés avec la lutte anti-impérialiste. Et où certains pays d'Amérique latine s'étaient engagés sur une voie anti-impérialiste, il y a trois ans,*

aujourd'hui cela c'est considérablement élargi et renforcé. Aussi nous voyons en même temps de grands dangers pour la jeunesse et un potentiel nouveau pour le socialisme.»

La plus grande partie de la population mondiale se compose de travailleurs et de paysans de 25 ans et moins. La jeunesse fait face aux mêmes problèmes que les autres mouvements populaires: guerres, destructions environnementales, famine, maladies (surtout le SIDA), la discrimination selon le sexe, le racisme, l'homophobie, les assauts contre les droits dans les milieux de travail, sociaux et démocratiques, et ceux freinant l'accès à la culture et



aux loisirs, etc. Il n'y a pas une classe distincte de jeunes. La majorité de la jeunesse fait partie de la classe ouvrière. Toutefois, les problèmes d'ensemble des mouvements populaires font plus qu'être reflétés dans les luttes de la jeunesse dépendamment de son âge. Ils sont davantage reflétés dans les défis spécifiques de cette

génération qui va hériter de l'avenir qui se présente à eux et elles.

Dans ce contexte, quel peut être et quel doit être la contribution de la YCL-LJC aux mouvements de luttes de la jeunesse et comment allons-nous transformer ces luttes issues des masses en lutte révolutionnaire?

Nous affirmons au 25e congrès «que la principale cause de ces menaces est

l'impérialisme et le système capitaliste en soit, en raison de sa course aux profits. « Nous créons la richesse et ils s'en emparent » est la principale contradiction du système aujourd'hui. Cependant, cette contradiction entraîne elle-même la destruction du système capitaliste et l'émergence d'une société nouvelle.»

Il était dit au 24ème congrès central de la YCL-LJC que malgré des revers fondamentaux des forces révolutionnaires, de celles des mouvements de libération nationale, socialistes et communistes depuis 1989, il est possible « sous les présentes conditions de réaliser des avancées pour la libération, pour la souveraineté et le progrès social. » Et c'est toujours vrai. Les récents événements au Moyen-Orient en sont la preuve. Et depuis lors, le virage à gauche en Amérique latine s'est renforcé. Ailleurs, les sentiments anticapitalistes et la quête du socialisme croissent, même si c'est de façon très inégale.

Au Canada, le développement de cette conscience n'est pas aussi rapide que dans certain pays d'Europe comme la Grèce bien que nos conditions d'exploitation s'aggravent. Nous voyons tout de même une critique plus radicale du capitalisme, pas nécessairement une conscience socialiste, mais c'est là un endroit où la YCL-LJC a un grand rôle à jouer.

Dans l'introduction de notre 25e congrès nous disons : «Nos buts stratégiques énoncés dans la déclaration sur l'Unité et la Résistance sont : à court terme de construire la résistance de la jeunesse et à long terme de construire le socialisme. Il n'y a pas de séparation artificielle entre ces deux objectifs. La stratégie peut s'exprimer de manière différente sous diverses conditions, mais ces objectifs ne peuvent être séparés.

La vision du Parti communiste du Canada sur la route qui mène au socialisme est décisive et fondamentale. Ensemble, nous luttons pour l'unité de la jeunesse et de la classe ouvrière, pour des victoires lors de luttes immédiates – mais avec la perspective de transformer la riposte en contre-offensive, de casser le capitalisme, de gagner le pouvoir d'État de la classe ouvrière et de construire le socialisme. Les tactiques de la YCL-LJC et le travail quotidien découlent consciemment de cette stratégie.»

La YCL-LJC est encore petite mais nous avons de grandes idées et un rôle important à jouer. Elle est la seule organisation de jeunes communistes active à travers tout le Canada.

Les jeunes sont l'avenir, l'avenir est au socialisme!

photos du 25e congrès





Espoir dans la lutte

17^e Festival mondial de la jeunesse et des étudiant-e-s

Une délégation de quarante jeunes travailleurs et travailleuses et d'étudiants et étudiantes de partout au Canada se sont rendus en Afrique du Sud en décembre dernier pour participer au Festival mondial de la jeunesse et des étudiant-e-s - deux semaines de conférences, de sports, de musique, et de politique sous le slogan *«Faisons échec à l'impérialisme, pour un monde de paix, de solidarité et de transformations sociales!»*

Par Johan Boyden

Ma partenaire et moi sommes assis dans notre salon envahis par nos valises. Pris dans le désordre des sacs, des chapeaux et des vêtements, des affiches, des magazines, des cartes de visite et des piles de documents et de brochures en arabe, français, vietnamien, espagnol et autres langues. Le mélange des piles de slogans et des chaussettes sales s'est déversé sur le sol. Une statue en bois sculpté donné en cadeau s'est brisée durant le transport. Une pluie fine de petits insectes morts et séchés venue de cette statuette est tombée comme de la poussière dans un coin.

Nous ne faisons pas simplement le ménage d'une pile de linge vieux de deux semaines. Nous déballons nos souvenirs, nous donnons un sens à deux semaines passées dans un autre continent, au rythme d'une autre vie, d'une autre dimension du discours politique. Nous ne sommes pas de retour de vacances, mais d'une expérience intense et unique. En regardant par la sombre fenêtre du salon nous voyons l'hiver et l'éclat silencieux des lumières de Noël sur la neige. Moins de 72 heures plus tôt, nous étions en Afrique.

L'aube africaine

«Je me souviens du matin, le dernier matin où nous étions en Afrique.» Je prends alors un café avec un membre de la délégation pancanadienne, regardant la glace et la neige fondante pulvérisé par des camions sur une rue très fréquentée de Montréal. *«Je dois m'être endormi à 4 heures du matin, tenu éveillé par le bruit des tambours et des chants de la fête qui s'est étirée toute la nuit avant le départ de beaucoup de délégations.»* Nous avons séjourné dans des résidences universitaires modernes, un complexe



labyrinthe de tours. Parfois, la musique des fêtes semblaient se faire sentir à travers les briques des bâtiments. «A 06h30 j'ai été réveillé à nouveau par des bruits d'oiseaux, probablement des paons. Il y avait déjà de la lumière dehors. Je me tenais à ma fenêtre et je pouvais voir le vaste paysage de la campagne.»

Je me souviens aussi de ce paysage. Par-dessus les petites maisons à un étage du township sur une colline, on pouvait voir les quatre larges tours grises et fumantes d'une usine locale. Un peu plus loin, on voyait des bâtiments percer entre les arbres du climat humide subtropical, puis tout était emporté dans une teinte rose-bleu de nuages bas. Enfin des gratte-ciel sortaient de la nuée rose comme pour prendre le soleil. Ils marquaient le centre-ville

financier de Pretoria. Quelque part entre ces gratte-ciel et le township, il y avait le complexe de Tshwane où se tenait le festival.

Les contrastes et la lutte

Le continent africain est le berceau de l'humanité. En utilisant des jumelles, on aurait pu voir le site du patrimoine mondial de l'Organisation des Nations Unies, avec certains des plus anciens squelettes d'hominidés dans le monde. Des millions d'années d'histoire humaine se sont écoulées sur ces terres où le festival se réunis. Les cent dernières années ont forgé une nouvelle

société, donnant naissance à une génération dont les parents ont surmonté l'un des régimes les plus brutaux de notre l'histoire : l'apartheid.

Regardez de près l'Afrique du Sud moderne et vous verrez un nouveau pays, formée et marquée par de vieux contrastes et des contradictions socio-économiques, raciales et de classe. Pourtant, les jeunes que nous avons rencontrés étaient impatients pour l'avenir. «J'ai été vraiment pris par l'esprit des jeunes, malgré ce à quoi ils faisaient face, leur sens de la communauté et leur optimisme», me dit un autre



délégué sur une mauvaise ligne de cellulaire en provenance de Vancouver, «C'était vraiment puissant!» Chaque jour dans les rues entre les salles de conférence, un chœur de voix et de chants pouvait être entendu. Fort et riche, c'était les sons combinés des applaudissements, des cris, des pas et des chansons militantes anti-apartheid.

Re-nommer, ré-clamer

Sauf pour le centre-ville, la région de Pretoria est maintenant connu sous le nom de Tshwane, d'après une langue africaine locale. En écoutant ce que beaucoup de gens disaient autour du festival, nous avons réalisé que la re-nomination

s'inscrit dans le cadre d'une lutte politique sur la langue. Beaucoup de Sud-Africains noirs sont trilingues, parlant l'anglais ainsi que deux langues africaines. Cette lutte réclamant la repossession du pays à lieu alors que de nombreux signes et noms sont encore en anglais ou en afrikaans. Maintenant il ya plus de dix langues officielles en Afrique du Sud.

«Cela signifie que si vous êtes dans une réunion ou une conférence ou quelque chose du genre, et que vous commencez à parler votre langue, personne ne dira « pourquoi fait-elle cela? », explique Siphellele «Sphelly» Xulu, la responsable de la résidence où nous sommes restés. «Quand je suis arrivé, les filles blanches et noires ne dormaient pas dans les mêmes dortoirs. Nous avons changé cela.»



Notre bâtiment était une résidence d'étudiantes. Les photos encadrées des équipes sportives dans les halls illustrent l'histoire de Sphelly. Les photos remontent à environ 1994, année des premières élections au suffrage universel. Dans les premières photos, on ne voit que les étudiantes blanches souriantes. Ensuite, les femmes noires apparaissent, mais se

tiennent séparément. Les photos récentes montrent les jeunes femmes entassées ensemble. Pourtant, alors que la population blanche d'aujourd'hui représentent moins de 20% de l'ensemble des sud-africains et des sud-africaines, elle est nettement surreprésentée dans l'enseignement post-secondaire.

Gratuité de l'enseignement

«Quand l'apartheid a été vaincu et les négociations ensuite, la nouvelle Constitution a donné aux gens le droit de vote. Nous avons gagné beaucoup de demandes de la Charte de la liberté mais pas la terre, et pas l'économie.» L'oratrice est du Congrès national sud-africain (ANC). Elle contextualise la lutte actuelle en Afrique du Sud pour la gratuité scolaire lors d'une réunion d'échanges étudiants. « Beaucoup

de terres ont été privatisées», at-elle expliqué. « De grands territoires détenus par l'ancien gouvernement de l'apartheid ont été retirés de la propriété publique et donné à des intérêts privés. Même ce complexe conférencier n'est plus public. Pour organiser cet événement, ce festival, nous devons enrichir une entreprise privé.»

Dans le contexte sud-africain, ce qui a pris une grande place dans les débats au Festival autour de la question de la transformation sociale a été la gratuité scolaire. «*Le déni du droit à l'éducation, l'ignorance, est une forme d'oppression*», déclare un chef de file de la Ligue des jeunes du Congrès national africain, Julius Malema, dans son discours aux cérémonies d'ouverture.

On pouvait sentir la jeunesse sud-africaine à l'écoute de ses paroles, prête à reprendre son discours enflammés. On discutera de ses idées et de sa personnalité plus tard. Malema n'est pas sans controverse. Malema mis dans l'eau chaude son chef, faisant une critique au passage sur le travail du gouvernement de l'ANC dans ce domaine. L'orateur suivant fut le président de la ligue de la jeunesse communiste.

Révolution démocratique nationale

Officiellement, la promesse est de mettre en œuvre la gratuité scolaire pour première année d'université, puis pour le premier cycle durant le mandat actuel du président Jacob Zuma. Des annonces ont été faites, mais de nombreux intervenants et intervenantes insistent pour dire qu'ils sont trop loin de l'objectif. Déjà la discussion à propos de la pleine émancipation est d'aller plus loin, abordant la question de la propriété de l'économie.

Malema appel également à nationaliser les mines. Les

investissements miniers ont conduit le développement capitaliste de l'Afrique du Sud depuis des décennies. Dans les années 1960, l'Afrique du Sud a un taux de croissance économique et de rentabilité au deuxième rang après le Japon. L'apartheid était bon pour les affaires. Nous avons appris comment les salaires des travailleurs et des travailleuses noires ont été organisés par un état policier fasciste avec un arsenal de chiens, de canons, de chars, de chasseurs bombardiers et d'armes nucléaires. Les salaires des mineurs ont vu peu d'amélioration pour les générations ayant vécu sous le régime d'apartheid, et il n'y avait pas de code pour la santé et la sécurité des travailleurs et des travailleuses noirs. Maintenant les choses changent.



Ce que tout le monde décrivaient se réunis sous une grande bannière : la révolution démocratique nationale. Un brave, tortueux et difficile processus pour gagner la liberté de l'Afrique du Sud, et pas seulement des élections démocratiques, mais aussi la démocratie économique.

Les bosses sur la route

Dans le contexte de la crise économique, est-ce que la nationalisation signifie l'enrichissant de nouveaux capitalistes noirs, dont certains ont acheté par erreur des mines épuisées de leurs minéraux? Malema lui-même est un riche homme d'affaires, une contradiction frappante qui a suscité de vives critiques de la part de l'organisation syndicale centrale principale, le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU). L'enrichissement sur le dos du secteur public et la corruption est un problème hérité de l'apartheid. Même au festival, certains jours une

mauvaise distribution de la nourriture à laissé de nombreux délégué-e-s sur leur faim. COSATU a publiquement appelé à une enquête indépendant des finances du comité organisateur. D'une certaine façon nous avons vécu ces contradictions, ces bosses sur la route. Plus graves ont été les problèmes comme le harcèlement sexuel et le sexisme durant le festival, un sujet pour un article ultérieur.

AFRICOM

Dans un festival unique pour son importante participation des délégations africaines - plus de 300 jeunes venus de pays comme l'Angola, le Zimbabwe, le Mozambique, et un grand nombre de la Libye, la Zambie, le Sahara occidental, le Swaziland, et le Maroc - la question de la prochaine étape après la décolonisation est vue de différentes manières.

Dans les

séminaires, ateliers et lors du tribunal anti-impérialiste, il y avait une sorte de consensus, un accord tissé autour de griefs contre l'impérialisme, le système qui crée des guerres où le viol est une arme de terreur massive, qui établit un réseau de bases militaires américaines en Afrique, et qui pille toujours les ressources et les richesses du continent.

Les bases militaires américaines sont un nouveau danger pour l'Afrique, avec la création récente du Commandement des États unis d'Afrique, couvrant l'ensemble du continent, sauf l'Égypte. À l'exception de l'Éthiopie et du Libéria, la plupart des pays africains ont refusé d'être les hôtes d'une base américaine sur leur sol. Le siège d'AFRICOM reste en Allemagne.

Le Zimbabwe et l'Angola

Le Zimbabwe a littéralement marché sur le festival avec plus de 300 jeunes vêtus de vêtement sportif



«Nous en avons assez de tout cela, maintenant, nous devons nous débarrasser du capitalisme»

vert et lumineux et de chapeaux jaunes, annonçant qu'ils ne seront plus jamais une colonie, les poings dans les airs. Leur pays est confronté à des sanctions dures par la Grande-Bretagne, les États-Unis, et d'autres pays, y compris le Canada. Avec ces sanctions, il est difficile pour les agriculteurs d'obtenir des outils de base comme les engrais. «*Nous sommes en désaccord avec l'approche du gouvernement à la dissidence politique, comme le mouvement syndical.*» m'explique un représentant de la Ligue des jeunes communistes de l'Afrique du Sud, notant que les forces d'opposition de droite au Zimbabwe reçoivent le soutien des États-Unis. «*Mais nous sommes d'accord sur la nécessité de la réforme agraire et la nécessité de mettre fin aux sanctions.*» Au cours des discussions bilatérales, les délégués du Zimbabwe nous ont raconté l'histoire du vol de leurs terres au cours du siècle de la colonisation. «*Ces histoires ne sont pas rapportées par vos médias.*» me dit une jeune femme du Zimbabwe. Aujourd'hui, le Zimbabwe cherche également à étendre la propriété publique dans les mines de diamants très rentable.

De même l'Angola sur la côte atlantique de l'Afrique a parlé du

contrôle de leur importante industrie pétrolière. Ils se tournent vers la Chine et le Venezuela en termes de modèles d'investissement et de développement.

Et après?

Vers où le combat de l'Afrique la mènera? Une jeune déléguée raconte lors d'une session «*nous a v o n s affaire à*



des questions comme le VIH et le SIDA, le chômage, tant de questions urgente ... Je suis un agent de la santé. Un jeune homme m'a dit un jour, je n'ai pas de relation sexuelles quand j'utilise un préservatif alors je n'en prends plus. Il est malheureux! Ce sont à ces problèmes que nous sommes confrontés. Des questions de base. » Il y a beaucoup de chemin à faire et ce sont souvent des questions de survies auxquelles les gens sont confrontés. La victoire

peut sembler loin, mais les gens continue à espérer, et donc à agir.

Et voici donc une leçon pour nous, peut-être quelque chose que nous devrions tous retenir - même dans les moments qui peuvent sembler sombre, il ya un espoir dans la lutte.

«*Nous en avons assez de tout cela, maintenant, nous devons nous débarrasser du capitalisme*» s'exclame un autre délégué. «*C'est la politique de mon syndicat. Nous avons besoin du socialisme. Nous avons besoin du contrôle sur notre économie.*»

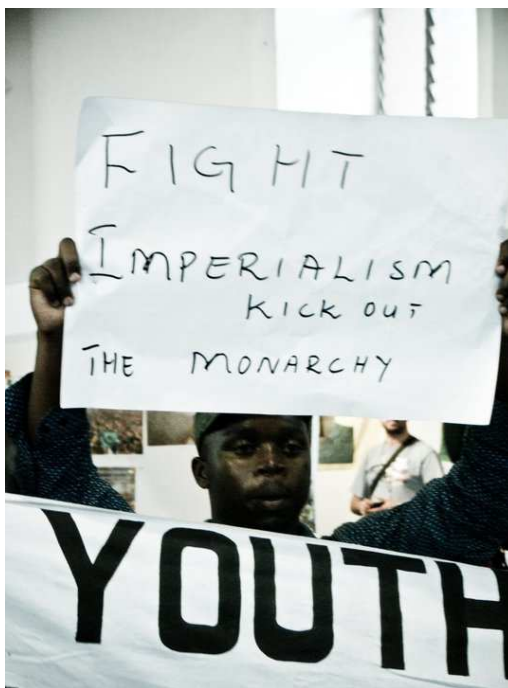
Des définitions précises, des théories de différents modèles de socialisme, de tactiques et de stratégies - ces questions ont fait l'objet de quelques discussions importantes. Mais la principale préoccupation des délégué-e-s a été de faire rupture avec l'impérialisme. En ce sens, nous avons discuté de la transformation sociale au Festival, avec, pourrait-on dire, un large sentiment contre la guerre et le racisme, et pour que nos pays respectifs trouvent une nouvelle destinée, celle de la démocratie, de la solidarité, de la souveraineté et de la paix.

Déclaration finale du 17e festival mondial de la

Nous, délégués du XVII^e Festival mondial de la jeunesse et des étudiants qui sommes au nombre de 15000, issus de 126 pays, sommes rassemblés autour du mot d'ordre « *Faisons échec à l'impérialisme, pour un monde de paix, de solidarité et de transformations sociales* » sur les rives de la majestueuse, dynamique et vibrante Afrique du Sud. Ici, nous avons combattu côte à côte pendant des décennies avec toute notre énergie pour abattre la tyrannie du système d'apartheid qui accroissait l'emprise de l'impérialisme sur notre peuple. Nous avons combattu avec le peuple d'Afrique du Sud et, aujourd'hui, nous nous retrouvons ici pour mener plus avant notre combat contre toutes les injustices et les discriminations. Nous nous retrouvons en Afrique du Sud, à la veille du centenaire du mouvement de libération qu'est l'A.N.C. (2012). Ceci, nous le faisons pour faire le point avec nos camarades sur l'avancement de la construction d'une société non raciste, non sexiste, démocrate et prospère, une société qui se bat avec chacune de ses fibres pour vaincre l'impérialisme sous toutes ses formes. Nous sommes venus pour célébrer l'accueil du Festival en Afrique du Sud, conscients du rôle

magnifique joué par ses organisations pour apporter la démocratie en Afrique du Sud, conscients que l'organisation de jeunesse de l'A.N.C. fit partie des membres fondateurs du F.M.J.E. et que le

qui nous permet de parler aujourd'hui de solidarité et de paix mondiale : le commandant Fidel Castro et Madiba Nelson Mandela. Nous les remercions pour leur esprit fatigant.



premier président africain de la F.M.J.D. fut issu de ses rangs. Nous sommes venus ici pour rendre hommage à la contribution d'Andile Yawa ainsi qu'à tous les vétérans du Festival pour nous avoir donné, avec le Festival mondial, un outil pour la solidarité, la fraternité et un levier du changement. Nous dédions ce Festival au combat de deux héros

Soixante-trois ans après le premier Festival mondial de la jeunesse et des étudiants (Prague), nous soulignons le rôle important que le camp socialiste a joué dans le soutien à cet événement phare de la jeunesse anti-impérialiste. Les emplacements même de ces festivals sont des déclarations de solidarité pour ces peuples. Le festival est l'expression du combat contre l'impérialisme et du combat contre l'exploitation de l'homme par l'homme. Nous soulignons l'importance particulière de la contribution cubaine, non seulement parce que ce pays a accueilli deux fois le Festival, mais encore parce qu'en le faisant en 1997,

Cuba a permis au Festival de se relancer en dépit des difficultés internationales des mouvements anti-impérialistes de la classe ouvrière dans les années 1990. Nous félicitons la Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique à l'occasion de son 65^{ème} anniversaire, pour sa contribution au combat pour la paix, la justice et à

Jeunesse et des Étudiants et des Étudiantes

l'organisation de festivals, en cette année où nous célébrons aussi le 65ème anniversaire de la victoire du peuple contre le fascisme nazi.

A mesure que le mouvement anti-impérialiste de la jeunesse et des peuples développait son combat, les impérialistes ont cherché à consolider leurs forces et à renforcer leurs structures. Ils ont utilisé pour ce faire tous les leviers qu'ils possèdent tels l'O.T.A.N., l'A.F.R.I.C.O.M., le



F.M.I., la Banque mondiale, l'O.M.C. et n'ont reculé devant aucun mode d'intervention : blocus, sanctions, embargos, conflits, interventions militaires, guerres et occupations face aux états souverains et aux mouvements progressistes. Le nouveau « *concept stratégique O.T.A.N. 2020* » décidé à Lisbonne cette année intègre toutes les modifications structurelles qui s'étaient dessinées ces dernières

années (12 nouveaux États membres, utilisation du « *partenariat de paix* » dans ses plans...), change sa position par rapport à la Russie, en signant des accords avec elle ; il renforce la coopération avec l'U.E., prouvant la nature impérialiste de cet organisme avec la création et l'entraînement de corps armés agissant contre l'« *extrémisme* » à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières de ses pays membres,

visant ainsi tout particulièrement tous ceux qui se battent pour le droit des peuples et de la jeunesse contre l'impérialisme. C'est dans ce contexte que les attaques contre les forces anti-impérialistes s'intensifient, et s'expriment particulièrement par le biais de mesures anticommunistes. La crise du système capitaliste que nous vivons aujourd'hui démasque les contradictions fondamentales du

système lui-même, dévoilant son incapacité à être une source de progrès pour l'humanité. Cette crise fournit un terreau pour que des forces impérialistes émergentes, jadis alliées ou ennemies des États-Unis et de l' U. E., utilisent les différents temps de manifestation de la crise pour accroître leur influence dans la pyramide impérialiste, pour saisir le plus gros morceau dans la lutte capitaliste pour les marchés et l'exploitation. Ce n'est pas le résultat des modèles administrés d'économie ou de la corruption du système ; ceci se retrouve dans l'intégralité du monde capitaliste, aussi bien dans les pays dirigés par des néolibéraux que ceux dirigés par des sociaux-démocrates. Nous sommes dans une phase d'approfondissement de la crise ; la reprise dans les années à venir sera minuscule : les droits des jeunes vont continuer d'être attaqués tous les jours au niveau social, économique et culturel. Cela démontre les limites historiques et l'échec du système capitaliste pour répondre aux besoins et aux aspirations populaires. Cela met en lumière la nécessité de la création d'une société et d'un mode de développement qui s'efforcera de répondre aux aspirations juvéniles et populaires.

Les droits humains et les libertés des jeunes générations sont violés partout sur la planète. La mondialisation capitaliste, le système d'exploitation et de contrôle des peuples et des ressources pousse des masses de jeunes aux marges de la société. Ils sont les premières victimes des inégalités sociales à

tous les niveaux. Les 212 millions de chômeurs le prouvent, dans un monde où la précarité et le travail temporaire sont la règle. Rien qu'entre 2007 et 2009, le nombre de chômeurs a augmenté de 34 millions ! Du fait de la crise économique, ce sont encore plus d'emplois qui ont été perdus, condamnant davantage de gens à la misère et à la pauvreté. Nous luttons contre la casse du droit du travail, en particulier pour les jeunes travailleurs et travailleuses qui souffrent davantage des effets du chômage de masse. Une génération tout entière de jeunes est en train d'être transformée en génération sans droits.

Nous valorisons le rôle des jeunes femmes pour l'émancipation, qui fait partie de notre combat plus global contre l'impérialisme. Les femmes, qui sont davantage les cibles des politiques impérialistes méritent notre reconnaissance et notre soutien pour mettre fin à toute forme d'abus et discriminations qui existe dans notre monde, cela fait partie de notre

combat contre l'impérialisme.

Les « *dettes extérieures et déficits* » qui sont devenus une réalité marquante pour beaucoup de pays sont le résultat de politiques suivies par les forces capitalistes dans tous les pays, indépendamment de leur position dans le rapport de forces



international. Elles reflètent l'inégalité de développement et la division du travail dans le système capitaliste. Ils sont utilisés de sorte à renforcer le pouvoir de la classe dominante dans les pays emprunteurs et prêteurs,

tandis que les peuples souffrent du poids de la crise. Dans le système international impérialiste, il n'y a pas de place pour les relations égales et respectueuses entre les États et les peuples, c'est une autre preuve de la nécessité d'une transformation sociale révolutionnaire d'un système qui tolère de telles inégalités et une

stuent la principale menace pour l'environnement et le futur de la planète. La question environnementale prend une dimension très inquiétante du fait de la production d'organismes génétiquement modifiés (OGM) qui mettent en danger l'avenir de l'humanité. L'eau, tout autour de la

impérialistes d'intervention et d'occupation qui ont forcés des millions de gens à immigrer; en même temps, nous menons la lutte pour la défense des droits des immigrants et immigrantes dans les sphères du travail, de l'éducation et des services sociaux. Aucun être humain ne peut être illégal.



Terre, est chaque jour davantage la cible du capitalisme avide et une arme stratégique et politique pour l'impérialisme. La stratégie de l'impérialisme est de faire porter la responsabilité des problèmes environnementaux sur les peuples, individualisant ce qu'il présente comme des solutions, en vue d'accroître encore les profits des grosses compagnies à travers les produits prétendument « verts ».

L'impérialisme sape les conditions d'éducation pour les jeunes, en les empêchant d'accéder à une éducation gratuite et de qualité, ce qui serait une école de liberté et une voie vers la paix. Nous luttons pour le droit à l'éducation qui est un bien public et social, un droit humain universel dont la gratuité devrait être assurée par l'État. Nous rejetons les projets de privatisation qui touche toutes les institutions, à différents niveaux. Nous exigeons que l'enseignement s'émancipe des directives de l'OMC- l'éducation n'est pas un privilège !

L'augmentation de la consommation de drogue chez les jeunes est un phénomène dangereux, symptôme d'un système capitaliste en décrépitude. Des millions des jeunes vivent avec le SIDA, principalement en Afrique et en Asie. Les grands groupes pharmaceutiques monopolisent la production et la distribution des médicaments nécessaires, tirant profit des pandémies au lieu d'apporter les moyens de traitement à tous et toutes. Les enfants sont contraints à devenir des enfants-soldats, des mineurs prostitués et des trafiquants de drogues ; le

telle misère.

La quête du profit et l'exploitation effrénée des ressources naturelles de la planète obéissent à la logique de destruction du système et con-

Les politiques bellicistes impérialistes produisent des ravages comme les réfugiés : des millions de personnes contraintes de quitter maison, terre, emploi et parents. Nous condamnons fermement les politiques

nombre d'enfants des rues est en augmentation.

Malgré cette offense, les forces progressistes et pacifistes ont résisté, conquis d'importantes victoires et se sont développées. Ces dernières années le combat pour la paix fut très important, et avec nos dernières actions nous tâchons d'élever la conscience politique de la jeunesse et de centrer notre combat contre l'ennemi de la paix: l'impérialisme. Le combat à l'échelon national joue un rôle central dans le combat contre les mesures touchant directement les jeunes. Les combats au niveau national jouent un rôle central dans la lutte contre les attaques spécifiques qui concernent les jeunes. Dans le contexte actuel nous voulons souligner l'importance des victoires conquises par les luttes des étudiants et étudiantes, des travailleurs et travailleuses, des paysans et paysannes, des mouvements indigènes et des mouvements de femmes. Nous voulons également mettre l'accent sur les multiples victoires électorales et les résultats des parties et des coalitions progressistes. L'Afrique, bien des années après l'obtention de l'indépendance politique, demeure un terrain de chasse pour l'Amérique et ses alliés sur le plan politique et économique. Le SIDA est une grave menace pour la vie même des africains et des africaines, faisant planer le risque de l'extinction de tout le peuple africain, déjà confronté au paludisme et à autres maladies produites par les impérialistes. Un enfant meurt toutes

les trois secondes suite au sida ou à l'extrême pauvreté. Nous condamnons les sanctions injustes dont l'Eritrée fait l'objet et nous appelons à la résolution bilatérale de ce conflit avec l'Éthiopie, et sans l'intervention de forces extérieures. La présence croissante des États-Unis en Afrique, à travers l'A.F.R.I.C.O.M utilisée comme projet militaire expansionniste, a permis aux États-Unis de menacer sérieusement les pays africains. Nous dénonçons l'implantation de bases militaires au nom de l'A.F.R.I.C.O.M. et exigeons que le Botswana les retire céans en ce qu'elles constituent une atteinte permanente à la sécurité des pays de la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC), et nous soutenons le combat de ce peuple pour la démocratie. Nous condamnons le financement de la société civile et des partis politiques d'opposition africains expressément destiné par l'Occident à renverser les régimes au nom du « *développement* ». Nous

condamnons les attaques ostensibles de l'ICC vis-à-vis des leaders africains de même que les campagnes médiatiques mises en avant par les impérialistes dans le but de déstabiliser la région. Nous nous élevons, solidaires avec le peuple et la jeunesse du Swaziland pour exiger la libération de tous les prisonniers et prisonnières politiques. Nous condamnons fermement l'occupation militaire continue du Sahara occidental par le royaume du Maroc et demandons le respect du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui. Le gouvernement marocain doit mettre fin immédiatement au blocus et à l'occupation des territoires sahraouis. Il doit laisser entrer dans ces territoires des observateurs et des observatrices internationaux et des média indépendants. Nous dénonçons et condamnons les violations des droits humains, sous toutes leurs formes (persécutions, détentions arbitraires, disparitions, procès irréguliers, etc.), perpétrées par les autorités marocaines contre des



civils Saharais et exigeons la libération de tous les prisonniers et les prisonnières politiques. Nous lançons un vibrant appel pour la levée immédiate des sanctions économiques qui pèsent sur le Zimbabwe et continuent de causer une souffrance indicible à ce peuple tout en visant à imposer un changement de régime au Zimbabwe. Nous sommes solidaires des révolutionnaires africains et les encourageons à se montrer fermes face aux tendances impériales. Nous accueillons avec joie la deuxième phase de la lutte des peuples

africains : le combat pour l'indépendance économique à travers l'indigénisation, la nationalisation ou toute autre forme qui confère le pouvoir au peuple. Nous félicitons le peuple angolais pour le processus de

reconstruction qui voit le jour dans le pays. Nous sommes solidaires des pays d'Afrique de l'Ouest qui font face à des crises, des coups d'État et une instabilité politique du fait de manœuvres impérialistes et nous appelons à une résolution d'urgence pour la stabilité politique. Nous lançons un appel pour stopper la violation des droits humains au Soudan, particulièrement au Darfour et nous lançons un appel pour la paix et pour la liberté en ce qui concerne les organisations de travailleurs et travailleuses dans ce pays. La crise en Côte-d'Ivoire, au Niger et en Guinée comme les problèmes

au Nigeria sont révélateurs du paysage politique actuel en Afrique de l'Ouest. Nous condamnons aussi l'implication des alliés impérialistes dans l'assassinat des chefs d'État au Burkina Faso notamment. En outre, les pressions européennes et des États-Unis forcent la conclusion de contrats d'exploitation des ressources minérales : cela ruine et appauvrit la plupart des pays. Refusant à ces pays la possibilité d'investissement local et provoquant l'exil de la jeunesse vers l'Europe, en quête de meilleures conditions de

Nous sommes solidaires des révolutionnaires africains et les encourageons à se montrer fermes face aux tendances impériales. Nous accueillons avec joie la deuxième phase de la lutte des peuples africains : le combat pour l'indépendance économique à travers l'indigénisation, la nationalisation ou toute autre forme qui confère le pouvoir au peuple.

vie, ce qui ne laisse pas de faire des morts parmi ces émigrés.

La région Asie-Pacifique, est restée une des plus explosives au monde, des provocations militaires et des conflits armés en passant par le réarmement et des accrochages, la paix et la sécurité en Asie et dans le monde ont vacillé. La situation actuelle dans cette région prouve que les États-Unis et l'OTAN poursuivent une stratégie impérialiste des plus élémentaires. Ils essaient d'établir de nouveaux groupes politico-militaires dans le but d'étendre la sphère de leurs activités

militaires dans toute la zone Asie-Pacifique. L'accroissement de la présence militaire américaine dans l'océan indien et dans le pacifique, l'alliance stratégique américano-israélienne, et le développement de la coopération militaire avec les régimes réactionnaires dans le golfe posent de véritables menaces pour la paix, la stabilité, et la sécurité dans la région. Dans l'Asie du Sud l'ingérence impérialiste s'est approfondie, particulièrement en raison de l'intervention des États-Unis en Afghanistan et au Pakistan. La stratégie dénommée « Af-Pak »,

que les États-Unis mènent est complètement dévouée à leurs intérêts propres et n'a amené qu'une forte instabilité politique dans


la région sans parler des meurtres brutaux et des pertes humaines et financières subies par tous les peuples de l'Asie du sud. Nous exprimons notre soutien au peuple et à la jeunesse d'Iran dans leur combat contre le régime répressif, anticommuniste, antidémocratique et qui devrait être aboli par le peuple sans faire appel à une force impérialiste, ce qui serait inacceptable. Nous dénonçons la présence massive dans la péninsule coréenne de l'armée américaine et demandons à ce que l'armistice de 1953 soit remplacé par un accord de paix global. Nous appelons les

jeunes du monde entier à participer à la campagne internationale de solidarité avec le peuple coréen et la jeunesse coréenne dans leur démarche juste pour la réunification nationale sous la bannière de la convention collective Nord-Sud du 15 Juin, et pour construire un État prospère, puissant et socialiste. Nous condamnons le déploiement de troupes américaines dans les Philippines, dans le but d'y combattre le mouvement de révolution nationale. Nous nous positionnons en tant que soutien du

combat de la jeunesse du Bangladesh. Nous affirmons notre solidarité envers la jeunesse du Népal dans leur lutte pour la démocratie, et soutenons la démarche des partis politiques afin d'arriver à une rédaction complète d'une constitution démocratique et moderne pour le pays. Nous demandons le retour de tous les réfugiés du Bhoutan dans leur pays avec respect et dignité. Nous affirmons notre solidarité envers la jeunesse du Népal dans leur lutte pour la démocratie, et soutenons la démarche des partis

politiques afin d'arriver à une rédaction complète d'une constitution démocratique et moderne pour le pays. Nous demandons le retour de tous les réfugiés du Bhoutan dans leur pays avec respect et dignité. Nous supportons le combat du peuple birman pour la restauration de la démocratie et la libération de tous les prisonniers politiques. Nous exprimons notre soutien aux mouvements progressistes Sri-Lankais qui se battent pour l'unité nationale. A l'aune du soixante-cinquième anniversaire de la





fondation de leur république souveraine nous saluons le peuple et la jeunesse vietnamienne dans leur combat pour l'indépendance nationale et le socialisme et exprimons notre solidarité aux victimes de l'agent Orange/Dioxim américain dans leur quête de la justice.

Les forces progressistes en Amérique-Latine ont fait de grands pas en avant dans leur combat contre l'impérialisme et le libre échange, cela se traduit par la mise en place de l'ALBA, par l'Union des Nations Sud-Américaines, et le Traité Commercial des peuples, et également dans notre volonté de répartir également l'immense richesse du continent, mettant en place des impôts sur les grands monopoles, ce qui nous permet de contrer plus de 500 ans d'exploitation et de sous-développement. Nous dénonçons l'impérialisme US et sa politique interventionniste, l'installation de bases militaires dans la région, qui a pour but de préparer et renforcer l'offensive comme au Panama, en Colombie et Haïti et le redéploiement de la 4e flotte qui a pour but de consolider l'offensive face à la révolution citoyenne d'Équateur, la révolution plurinationale en Bolivie, la révolution Sandiniste au Nicaragua et tout particulièrement la révolution bolivarienne au Vénézuéla, depuis que celles-ci représentent une alternative décisives et révolutionnaire au capitalisme. Nous dénonçons d'autant plus les mécanismes qui lui sont liés tels que

le terrorisme ou la vente de drogue car ils ont des conséquences directes sur les peuples, comme au Mexique. Nous adressons notre soutien au peuple Colombien victime de crimes politiques imposés par l'impérialisme, et nous exprimons notre refus de voir le Canal de Panama être utilisé comme point d'appui d'interventions géostratégiques et de transit d'équipements militaires et nucléaires. Nous sommes solidaires du peuple Portoricain dans sa lutte pour l'autodétermination, et du peuple haïtien cruellement affecté par le capitalisme. Nous condamnons les tentatives de coup d'État au Honduras et en Équateur qui avaient pour but de détruire le processus progressiste dans la région et nous reconnaissons le rôle des membres de la WFDY qui résistent et combattent dans de nombreux pays. Nous exigeons que justice soit faite, pour l'assassinat de notre camarade Edwin Perez, Secrétaire Général de la jeunesse communiste d'Équateur, et nous condamnons les persécutions injustes dont le peuple Mapuche au Chili fait l'objet. Nous exprimons notre soutien aux combats menés par la jeunesse Caribéenne. Nous exprimons notre solidarité envers les combats menés par les aborigènes et avant tout pour l'autodétermination des peuples. Nous savons que les jeunes des USA et du Canada continuent d'œuvrer pour l'amitié entre les peuples et non pour la guerre et l'impérialisme promus par leurs Gouvernements. Nous condamnons le blocus injuste

imposé au peuple cubain depuis plus de 50 ans, violant le droit international et nous demandons la libération immédiate des cinq de Miami injustement emprisonnés par le Gouvernement des États-Unis depuis 12 ans.

Ces dernières années ont confirmé le fait que l'Union Européenne est un outil impérialiste qui promeut des mesures d'exploitation des peuples et de la jeunesse, intervenant à la fois à l'intérieur de ses États membres, mais aussi à l'extérieur, souvent sous couvert de défense des droits de l'homme qu'elle est elle-même incapable de respecter. Les récentes « *mesures d'austérité* » que les gouvernements nationaux ont décidé avec le soutien de l'UE, sous couvert de la crise du capitalisme, et qui demandent des sacrifices aux travailleurs alors que les monopoles (les banques et les grandes sociétés) perçoivent des milliards afin d'assurer leur profits ainsi que les mesures imposées par les gouvernements à leurs peuples confirment notre analyse. Néanmoins la résistance des peuples a reçu un grand écho en Grande-Bretagne, en France, en Allemagne, en Grèce, au Portugal et en Espagne, et les jeunes travailleurs et travailleuses jouèrent un grand rôle. Pour l'éducation, il y a eu une tendance générale à imposer des barrières de classe et des privatisations dans toute l'Europe, particulièrement avec le « *processus de Bologne* » et sa réalisation dans chaque pays. D'importantes luttes ont été menées dans l'enseignement secondaire et

supérieur dans la plupart des pays afin de résister à l'attaque générale contre le droit à l'éducation. Côte à côte les attaques contre les niveaux sociaux, les droits démocratiques en



général et l'anticommunisme en particulier se sont multipliées rapidement avec une persécution grandissante des partis communistes et de leurs organisations de jeunesse dans beaucoup de pays européens et en particulier en Europe de l'est avec les événements apparus en République Tchèque, Hongrie, Pologne, Lettonie, Lituanie, Estonie, avec l'interdiction des organisations communistes et la montée de la promotion des forces néo-fascistes. En toile de fond de la crise, les mesures xénophobes dictées par la doctrine de l'UE, l'« Europe Forteresse » a promu la persécution des migrants et des migrantes comme justification des problèmes sociaux qui ont émergé de politiques des gouvernements orientées seulement vers les profits, cela a eu beaucoup d'effets dans des pays comme la France, l'Allemagne et l'Italie. Le changement des frontières a continué dans les Balkans avec la soi-disant « indépendance » du Kosovo, qui est devenue une grande base militaire pour l'OTAN et les Etats-Unis. Nous exprimons ensuite notre solidarité avec le

peuple et la jeunesse chypriote, avec les chypriotes Grecs et Turcs, contre l'occupation turque, tout en soulignant les nombreux efforts réalisés depuis l'élection de Dimitris Cristophias comme président de la République et notre choix d'une

fédération bizonale avec une citoyenneté, une identité internationale et une seule souveraineté comme solution juste pour une fin de l'occupation.

Nous exprimons notre solidarité avec les étudiants et les étudiantes et la jeunesse de Palestine, d'Irak et la résistance des pays arabes, et saluons la détermination de la Palestine à résister contre le blocus et l'occupation. Nous dénonçons les pratiques inhumaines et racistes de l'état Sioniste d'Israël, et sa politique d'assassinats, d'expulsion et les lois imposées en Palestine, particulièrement à Jérusalem et plus généralement aux autres pays Arabes occupés. Nous exigeons la fin de l'occupation Israélienne, l'abolition de ses lois et la destruction du Mur de l'Apartheid et nous soutenons la création d'un État avec Jérusalem-Est comme capitale, en vertu des résolutions des Nations Unies (O.N.U), ce qui implique la reconnaissance immédiate de l'État Palestinien par l'Organisation des Nations Unies (O.N.U) ainsi que tous les pays du monde. Nous dénonçons et exigeons que soient stoppées la

guerre et le blocus à Gaza et que les criminels de guerre Sionistes soient poursuivis ; nous exigeons aussi que la résolution définissant le Sionisme comme étant l'égal du racisme soit rétablie. Nous appelons à la libération immédiate des prisonnières et prisonniers politiques Palestiniens et arabes détenus dans les geôles États-Uniennes et Israéliennes. Nous dénonçons l'occupation de l'Irak et soutenons le droit du peuple Irakien à résister et nous exigeons le retrait immédiat des troupes occupantes. Nous soutenons la souveraineté, la stabilité, la sécurité et l'unité de l'Irak. Nous dénonçons le terrorisme dans toutes ses formes telles que les opérations militaires secrètes menées par les USA dans cette région. Nous exprimons notre solidarité avec la jeunesse et le peuple syrien dans leur lutte et leur droit de se mobiliser contre l'occupation du « Golan syrien » et dénonçons la loi relative à la « responsabilité de la Syrie » adoptée par le Congrès Américain. Nous soutenons la lutte de la jeunesse et du peuple libanais qui continuent de se battre pour des «fermes de Shebaa» occupées par Israël. Nous condamnons l'offensive guerrière israélienne menée contre le Liban en 2006 qui a tué plus de 1 300 Libanais. Nous dénonçons l'ingérence de forces extérieures dans des conflits internes au Liban. Nous soutenons le dialogue national au Yémen et soulignons l'unité et la sécurité du Yémen. Nous exigeons le retrait immédiat de l'Espagne des territoires de Sebta et Melilla. Nous soutenons la jeunesse Égyptienne

ainsi que celle des pays du Golfe dont combat est un outil pour la conquête de droits démocratiques, de principes de justices et d'égalité et nous leur exprimons notre solidarité face aux lois répressives et pour les droits des travailleurs et des travailleuses. Nous nous demandons aussi comment traiter la question de l'immigration Africaine vers l'Europe en passant par les pays d'Afrique du Nord. Nous soutenons le combat de la Jeunesse Arabe pour l'intégration économique et exigeons le démantèlement de l'arsenal nucléaire Israélien.

Le 17e FMJEE est organisé dans le cadre de l'Année internationale des Nations Unies sur la jeunesse. Comme cela s'est produit en 1985, une fois de plus le FMJEE est à ce jour, le plus grand événement de jeunes de cette année. Plus important encore, le FMJEE est l'activité la plus pertinente, car elle soulève le plus clairement les vrais problèmes de la jeunesse. Contrairement à beaucoup d'autres activités et au cadre actuel de l'Année des Nations Unies sur la jeunesse, dans ce Festival les jeunes de tous les pays se retrouvent autour de la plus grande scène mondiale pour dénoncer les problèmes et les offenses dont ils souffrent à cause de l'impérialisme et de ses agents. Nous, les jeunes et les étudiants et les étudiantes du monde entier réunis pendant ce festival historique, avons élevé la voix contre tous les maux engendrés par l'impérialisme, qui subit sa plus grande crise mondiale. L'ordre impérialiste



international conduit l'humanité à l'aube d'une confrontation mondiale. A travers sa politique hégémonique

qui va déterminer le présent et l'avenir de l'humanité, le danger est toujours présent d'une guerre nucléaire.

Il est temps de continuer la lutte pour nos valeurs économiques, sociales et culturelles et non pas pour celles d'un système décadent qu'ils essaient de nous imposer. Nous allons construire un avenir de justice, d'égalité, de paix, d'espoir et de joie pour l'humanité. L'avenir d'une nouvelle étape de l'histoire est dans nos mains et dépend des peuples, des masses laborieuses et de la jeunesse du monde et de son pouvoir de transformation, pour construire un monde de paix et de solidarité, où la puissance et la richesse produite appartiendra aux peuples et la jeunesse du monde.

Nous remercions le peuple d'Afrique du Sud de nous accueillir dans leur pays et de nous donner l'occasion de partager et de voir les changements de l'Afrique du Sud. Nous nous engageons auprès de vous à ce que nous, jeunes du monde entier nous ne baissions jamais la garde dans notre lutte pour un monde libéré de l'impérialisme.

Commençons à nous préparer pour le 18e Festival mondial de la jeunesse et des étudiants et étudiantes!

La peur et la solidarité

Jamie Burnett

Ce qu'ils et elles ont dit

« Chaque jour, partout dans le monde, des gens meurent des conséquences directes des politiques sociales et économiques mises de l'avant par les élites regroupées dans cette instance illégitime qu'est le G20. Les réductions de déficit fièrement annoncées ne feront qu'empirer les conditions de vie de millions de personnes. Stephen Harper a d'ailleurs rappelé que l'objectif visé était de contenter et de rassurer les marchés financiers.

Rien sur l'environnement, des miettes pour la santé des femmes, rien sur les conséquences sociales de la crise économique, dont les personnes migrantes sont les premières victimes. Tout pour consolider le capitalisme, un système économique qui privilégie une infime minorité au détriment de l'immense majorité » Mathieu Francoeur, coporte-parole de la CLAC2010, publié dans un communiqué.

« Ils nous ont mis dans des cages avec pour seul mobilier une toilette sans porte et un banc en métal, et c'est tout. Des filles de Montréal, de Toronto, quand elles ont été arrêtées, elles ont été fouillées nues » manifestante anonyme, publié sur Radio-Canada.

Quand j'étais à Toronto en juin dernier, les dirigeants des plus grandes économies du monde se rencontraient pour élaborer une stratégie. Ces économies sont encore dans une crise intense, et ceux qui les dirigent savent qu'ils ont créé eux-mêmes cette crise.



Ces dirigeants – la classe dirigeante dans le monde actuel – veut transférer la facture de cette crise à la classe ouvrière. Ces capitalistes ont beaucoup de différences entre eux, mais à Toronto entre le 25 et le 27 juin, ils ont réussi à s'unir. Car cette classe, comme la nôtre, a un intérêt commun. Ils veulent transférer les coûts de leur crise à nous, les travailleurs et les travailleuses. Ils essaient de réduire

nos salaires, nos pensions et nos services publics. Ils veulent aussi réduire les impôts des riches, soit leurs impôts, en prétextant que cela servira à créer des emplois, alors qu'ils augmentent la contribution des autres au nom de l'austérité. Même les économistes bourgeois voient souvent que ceci est absurde, mais

ce n'est pas un problème. La politique n'est jamais construite par les intellectuels, mais par la classe qui a le pouvoir. Et aux sommets du G-8 et du G-20, la classe qui a déclaré sa politique était la bourgeoisie du monde.

Quand j'étais à Toronto la fin de semaine dernière, j'ai vu beaucoup de

choses. J'ai vu une des plus grandes manifestations de l'histoire de Toronto. J'ai vu des milliers de personnes toutes unies. Elles et ils viennent des mouvements autochtones, féministes, anti-racistes, ouvriers, de la jeunesse et des étudiantes et des étudiants, anti-impérialistes, pour la paix, environnementaux, socialistes et communistes, etc. J'ai porté notre bannière, la bannière de la YCL-

« Les 900 arrestations arbitraires et politiques à Toronto sont du jamais vu dans l'histoire du Canada, soit près de trois fois plus qu'en octobre 1970. Les policiers ont violé les droits fondamentaux, détenu des gens durant des heures sans accusations formelles, sans recours à un avocat, sans nourriture et sans eau. Les policiers se sont montrés coupables d'entrée par effraction sans mandat, de profilage, d'intimidation et de harcèlement, de kidnapping, d'usage démesuré de la force sur des manifestantes, des manifestants ainsi que des journalistes. Nous voyons bien qu'État policier et violence économique vont de pair », Danie Royer, coporte-parole de la CLAC2010, publié dans un communiqué

« Mon bloc-notes a volé dans les airs. J'ai été frappé au ventre par un agent pendant que j'étais retenu par deux autres. (...) J'étais frappé dans le dos. Mon visage était poussé contre le béton. Tout ce temps je disais, « Je ne résiste pas à mon arrestation. Je suis journaliste. Pourquoi me battez-vous? » Ma jambe a été soulevée et ma cheville a été tordu alors que j'étais sur le sol sans résister. Après que j'ai commencé à dire ces choses, la police a commencé à dire: « Arrêtez de résister à votre arrestation », comme pour essayer de se couvrir.» « Beaucoup de gens ont été battus. J'ai été frappé sans aucune raison. » Jesse Rosenfeld, journaliste du Guardian, publié sur democracy now.

« Sur la rue la plus longue au Canada [Yonge Street], à l'intersection la plus occupée du Canada, en plein après-midi, la police brillait par son absence tandis que des membres du soi-disant Black Bloc jaillissaient de la foule, juste assez longtemps pour qu'ils fracassent les fenêtres des magasins avec des pioches. Où était donc la police à ce moment? » Témoin publié dans le Ottawa Citizen.

LJC, sur laquelle nous avons réitéré que nous, les jeunes, les étudiantes et les étudiants et les ouvrières et les ouvriers, ne serons pas forcés de payer pour la crise économique créée par les dirigeantes des G-8 et G-20. Je l'ai porté avec un jeune ami qui était venu à une de ses premières manifestations. Toutes et tous ensemble, nous, les manifestantes et les manifestants, solidaires, avons déclaré *notre* politique – nous revendiquons la justice et la démocratie pour les peuples du monde, et pas simplement pour les grands riches. Cette manifestation de solidarité, je m'en souviendrai toute ma vie.

Mais quand j'étais à Toronto la fin de semaine dernière, j'ai aussi vu des choses terribles. Moi et mes camarades, nous avons vu l'une des plus grandes manifestations de

force par l'état contre le peuple canadien de l'histoire. Il y a un grand nombre de rapports d'abus : La police qui cible systématiquement les francophones et les gens du Québec, qui commet des attaques brutales contre certains journalistes et contre les manifestantes et les manifestants, y compris si elles ou ils n'étaient que des personnes participant aux marches pacifiques, qui fait des menaces de violence physique et sexuel, qui ne respecte pas les droits des individus, qui garde les gens dans des conditions de détention inacceptable, et la liste est longue. Ces histoires ne nous montrent pas que seul un petit nombre de policiers parmi les milliers d'anti-émeute vêtus de noir, faisant face à une menace grave ou étant sous une grande tension, ont fait des erreurs regrettables. Ce qu'on a vu à Toronto la fin de semaine dernière,

c'est l'effort de l'état capitaliste à nous terroriser, à criminaliser la résistance, n'importe quel forme de résistance, pacifique ou non, et à nous garder loin des rues.

Et cette attaque a lieu au même moment où la classe dirigeante est venue à Toronto pour nous combattre, pour détruire les acquis de la classe ouvrière, et précisément quand il nous faut résister dans nos lieux de travail, nos écoles, et dans la rue. Il faut lutter contre cet agression de la police contre notre droits fondamentaux de protester et de résister, et il faut lutter contre les attaques économiques contre notre classe, représenté par les sommets du G-8 et du G-20. Pour le faire, il faut ne pas oublier la solidarité que tout le monde a vu dans les rues de Toronto, l'essentielle solidarité pour remporter la victoire.

«Nous condamnons les actes de violence et de destruction insensés perpétrés par un groupe de bandits dans l'une des plus belles villes au monde. [...] Grâce au professionnalisme et à la constante vigilance dont ont fait preuve les partenaires responsables de la sécurité publique ainsi qu'aux efforts de collaboration qu'ils ont déployés, nous avons été en mesure de protéger les Canadiens, les délégués et les visiteurs à Toronto et à Huntsville» Ministre canadien de la sécurité publique, Vic Toews, publié par la Presse Canadienne.

«Le G20 a fait un travail formidable depuis un an et demi, notamment pour s'attaquer à la crise économique, mais honnêtement il y a des limites à ce qu'on peut discuter et accomplir dans un groupe de 20 personnes, avec les autres participants qui s'ajoutent aussi», Stephen Harper publié sur Cyberpresse.

« Cela ressemble fort à un coup d'épée dans l'eau. Réunis samedi et dimanche, les pays du G20 ont décidé...de ne rien décider. Le sommet de Toronto, qui devrait coûter 1,2 milliard de dollars aux contribuables canadiens, est certainement la rencontre la plus stérile du genre depuis le début de la crise : il a accouché d'une déclaration d'intention des plus consensuelles. » Extrait d'un article du Point en France.

«La sensation que je ressentais en revenant de Toronto en était une de méfiance et de peur. Comment chaque personne est devenue un-e potentiel-le policier-ière; comment le lien de confiance que je pensais pouvoir avoir avec les gens s'est brisé. Comment, dut au profilage vis-à-vis des manifestants, francophones, québécois, le simple fait de marcher dans les rues, de manger dans un restaurant s'est transformé en une épreuve stressante et angoissante. Toronto s'est avéré être la matérialisation d'un état fasciste où j'ai assisté à une déshumanisation et à une attaque directe et violente du statut de manifestant.» Sara, pour JM



Campagne de boycott croissante à Montréal

«Pseudo-intellectuels, fanatiques, gauchistes radicaux, antisémites, islamistes, extrémistes» Ce sont quelques-unes des folles insultes destinées à des montréalais organisé au sein du groupe de défense des droits de la personne Palestiniens et Juifs Unis (PAJU), qui ont bravé le froid ces derniers mois pour faire reculer la vente de produits fait par l'état d'apartheid israélien dans les magasins locaux.

Jeunesse Militante

Leur campagne vise à faire de la rue St Denis, une rue très populaire à Montréal, une zone libre d'apartheid. Ils ont reçu un coup de pouce cet hiver quand un membre de l'Assemblée nationale du Québec a rejoint la ligne de piquetage devant la boutique Le Marcheur, première cible de PAJU dans le cadre de cette campagne. La participation d'Amir Khadir, député de Québec Solidaire, a agi comme une bombe dans les médias tro-souvent pro-sionistes. La participation d'Amir Khadir à fait le tour de la presse et les critiques n'ont pas cessées allant jusqu'à associer de façon complètement ridicule Amir Khadir à un antisémite fanatique ayant un agenda islamiste.

«Les gens qui militent pour la justice dérangent. La situation



d'oppression et d'injustice profite à de puissants intérêts qui, lorsque bousculés ou menacés, tentent de nous intimider ou décourager notre détermination de toutes sortes de façon.» déclare Amir Khadir dans un

communiqué suite à sa participation au piquetage de PAJU. La boutique

Le Marcheur vend une marque de chaussures israéliennes, Beautifeel, qui ne représente que 2% de son chiffre d'affaire. PAJU avait préalablement écrit au propriétaire lui demandant d'abandonner le produit avant d'entamer ses actions de piquetage tous les samedi après-midi. Dans sa lettre, PAJU explique que 172 organisations de la société civile palestinienne ont lancé en 2005 une campagne internationale de « Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) », pour

forcer Israël à cesser le système d'apartheid. Même Amir Khadir à écrit à ce monsieur, mais il refuse toujours de retirer la marque de chaussure de son offre de vente, prétextant qu'il n'est qu'un vendeur

et qu'il n'a pas à régler les problèmes du monde entier.

Cette histoire a retenti de façon particulièrement forte, faisant aussi la couverture dans des journaux israéliens et Torontois. «*Khadir devrait cesser de courir avec ses camarades du Parti communiste*», lance un éditorialiste. «*Il devrait simplement démissionner!*», a dit un autre.

Les grands médias de Montréal semblent avoir un problème avec Khadir et les chaussures. L'été dernier, ils ont hurlé qu'il avait perdu sa dignité en lançant une chaussure sur une photo de George W. Bush lors d'une manifestation contre la venue au Canada de cet ancien président et criminel de guerre.

Qu'est-ce qu'ils ne supportent vraiment pas, c'est que les sondages montrent que le député du parti de gauche a une cote de popularité de 45%, faisant de lui le politicien le plus populaire au Québec.

La ligne de piquetage devant Le Marcheur n'est pas la première action de PAJU pour la campagne internationale de Boycott,

Désinvestissement, et Sanctions (BDS). L'automne dernier, le groupe a aidé à organiser une grande conférence pancanadienne sur BDS à Montréal, avec des invités internationaux. Le groupe a également célébré les dix ans de piquetage qu'il organise tous les vendredi midi devant le consulat israélien et plus récemment devant la librairie Indigo Chapter.

L'esprit sur la ligne de piquetage est ferme et déterminée, malgré des températures glaciales et la désinformation par des blogueurs sionistes très agressifs. «*Ma mère est allée au magasin*», écrit un blogueur et «*a été accueilli par une centaine d'Arabes menaçant avec des drapeaux du Hezbollah en criant des slogans antisémites et bloquant la rue complètement.*»

Des militants et militantes de la Ligue de la jeunesse communiste ont rejoint le piquetage à plusieurs reprises depuis son début en Octobre 2010. Nous avons vu un événement ordonné de vingt à cinquante personnes, de tous les horizons politiques et sociales, y compris des syndicalistes, des étudiants, des juifs et des palestiniens. Ils ont choisi de

respecter la loi et de ne pas bloquer le trafic sur la rue. Malgré les efforts de la police qui se présente à toutes les actions pour tenter d'y mettre fin, ils tiennent leurs bannières hautes, font voler quelques drapeaux palestiniens, et distribuent un feuillet informatif sur la campagne BDS.

«*Aidez le propriétaire à prendre la bonne décision!*» dit le feuillet. «*Par ailleurs, si M. Archambault (Le propriétaire) accepte de retirer les chaussures Beautifeel de son offre de vente, nous encouragerons les Québécois et Québécoises dans tous nos réseaux à choisir et privilégier la boutique Le Marcheur pour avoir opté pour la solidarité et la justice sociale.*» Depuis 2005, à l'appel historique de la Palestine pour une paix globale et à la création d'un mouvement international pour BDS contre l'apartheid israélien, nous avons vu beaucoup de victoires importantes, tant au Canada qu'au Québec. Les deux dernières années ont vu un nombre croissant d'organisations de la société civile du Québec endossant la campagne BDS. Nous pouvons continuer sur cette lancée et mettre un terme à l'apartheid israélien!

Boycottez l'apartheid israélien

Boycott Israeli Apartheid

Boycottez

~~Indigo~~

~~Chapter~~

Boycott

UNE MOTION QUI PASSE À CÔTÉ DE LA QUESTION DE FOND

UNE MOTION INQUIÉTANTE AU PLAN DE LA DÉMOCRATIE

Communiqué de presse

Le Comité BDS-Québec « déplore » à son tour le dépôt d'une motion à l'Assemblée nationale du Québec, le 9 février dernier, par trois élus de trois partis (ADQ, PQ et PLQ) dirigée contre la campagne de boycott de produits israéliens devant la Boutique Le Marcheur, à Montréal.

Cette motion passe à côté de la question de fond soit la situation inacceptable faite par Israël au peuple palestinien et raison d'être de la campagne. Pas un seul petit mot pour les Palestinien-ne-s dans ce texte ! Les initiateurs de la motion cautionnent ainsi l'impunité d'un État qui bafoue systématiquement les centaines de résolutions de l'ONU et du Conseil de sécurité, le droit international et les droits des Palestinien-ne-s depuis des décennies ; un État qui contrevient aux dispositions de la Convention internationale sur l'Élimination et la répression du crime d'apartheid (1973) et qui est de plus en plus considéré comme un État d'apartheid selon nombre de juristes, israéliens et juifs inclus, et selon des personnalités aussi peu « terroristes » que Mgr Tutu et l'ex-président Jimmy Carter.

Cette motion vise à discréditer une campagne internationale pacifique initiée par la société civile palestinienne elle-même, et endossée par des centaines d'organisations et des dizaines de milliers de citoyennes et citoyens de plusieurs pays, dont Israël, pour amener l'État hébreu à se conformer au droit international. Elle porte trois revendications majeures toutes fondées en droit international :

1 L'exercice du droit de retour pour les Palestinien-ne-s chassés de leur maison et de leurs terres lors de la création de l'État d'Israël conformément à la résolution 194 votée le 11 décembre 1948 par l'Assemblée des Nations Unies;

2 La fin de l'occupation conformément à la résolution 242 des Nations Unies qui enjoint Israël de se retirer des territoires occupés depuis 1967, y compris de Jérusalem-Est de même que du Golan syrien; et la fin de la colonisation conformément à l'article 49 de la IVe Convention de Genève qui interdit à une puissance occupante de procéder à la déportation ou au transfert d'une partie de sa propre population dans les territoires occupés par elle;

3 L'égalité des droits pour les citoyen-ne-s palestinien-ne-s vivant en Israël i.e. le démantèlement du système d'apartheid, un système institutionnalisé de discrimination raciale qui prévaut dans ce pays contre la population non-juive.

Comment des élus de l'Assemblée nationale du Québec peuvent-ils ignorer des revendications aussi fondamentales et aussi justifiées ?

La motion enfin est inquiétante au niveau de la démocratie. L'appel à un boycott de produits de consommation fait partie de la liberté d'expression. L'Assemblée nationale n'a ni à le déplorer ni à le décourager, ni surtout à l'interdire, seulement à s'assurer qu'il s'exerce pacifiquement ce qui a été scrupuleusement respecté dans le cas de la Boutique Le Marcheur : aucun client n'a été intimidé, aucun consommateur n'a été empêché de pénétrer dans la boutique, aucun passant n'a été forcé de prendre le feuillet d'information offert. L'Assemblée nationale n'a pas à appuyer un marchand : si ce dernier se sent lésé dans ses droits, c'est au système judiciaire qu'il doit s'adresser.

La liberté de vendre n'est pas absolue. Les produits israéliens proviennent d'un État qui viole les droits humains fondamentaux des Palestiniens. La campagne appelle à boycotter ces produits et non les commerces qui les vendent: aux consommateurs à faire leur choix en étant informés sur leur origine et les conditions de leur fabrication ! Elle appelle également les propriétaires à les retirer de leurs tablettes au nom d'une certaine responsabilité éthique : aux propriétaires à prendre leur décision !

Ajoutons que cette campagne n'a rien d'antisémite : elle ne critique pas les Juifs mais les politiques de l'État israélien. Nous rejetons donc à l'avance les accusations d'antisémitisme qui ne manquent jamais de pleuvoir chaque fois que des groupes et des individus osent dénoncer les politiques israéliennes et dont l'acharnement contre le député Amir Khadir est emblématique. Mais désormais, cette grossière intimidation ne fait plus peur.

Au Québec, la campagne de boycott, désinvestissement et sanctions est encore jeune. Un nombre grandissant d'organisations syndicales, communautaires, des groupes de femmes, des associations de défense des droits, des groupes religieux, des étudiants, des artistes, des enseignant-e-s s'y engagent. L'appel au boycott des produits israéliens se fera de plus en plus insistant.

Il serait peut-être temps d'ailleurs que l'Assemblée nationale réévalue la pertinence de son accord Québec-Israël jusqu'à ce que cet État se conforme au droit international et au respect des droits des palestiniens.

Pour consulter la liste des signataires du communiqué, rendez-vous sur notre blog : www.ycljc-magazine.blogspot.com

Organisation d'une brigade de solidarité avec la jeunesse égyptienne par la FMJD

Le peuple égyptien et les jeunes pourraient obtenir une autre grande victoire grâce à leur révolte populaire. Ils ont réussi à évincer l'ancien président Moubarak, qui était une marionnette de l'impérialisme dans la région. Mais la lutte continue. La population courageuse persiste en ce moment dans sa lutte pour poursuivre le processus de changement et de réformes constitutionnelles afin d'accomplir les objectifs plus profonds de la révolte. À cet égard, la FMJD organise une mission, une brigade de solidarité en Égypte, en coopération avec une de nos organisations membre, l'Union des jeunes progressistes d'Égypte du 13 au 19 avril 2011.

La mission comprendra des rencontres et des séminaires au Caire, des visites à Alexandrie et à Suez, deux villes qui ont joué un rôle important dans la révolution. Une visite est également prévue dans les principaux lieux où les grands événements de la révolution ont eu lieu. De plus, les organisations internationales comme le Conseil mondial de la paix et l'*Afro-Asian Peoples' Solidarity Organization* participeront à cette importante mission de solidarité.

Cette mission s'inscrit dans le cadre de la campagne de la FMJD en solidarité avec le soulèvement de la jeunesse arabe qui sera organisé tout au long de cette année.





Hamma Hammami :

«On a vaincu le dictateur, pas encore la dictature»

Baudouin Deckers, pour le PTB

Emprisonné à de nombreuses reprises sous la dictature de Ben Ali pour son opposition, Hamma Hammami, porte-parole du Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT), est aujourd'hui une des figures les plus en vue de la révolution tunisienne. Nous l'avons rencontré à Tunis.

Les révolutions et grandes manifestations dans le monde arabe font souffler un vent d'optimisme dans le monde entier. Que signifie, pour vous, ce mouvement qui a démarré dans votre pays ?

Hamma Hammami. C'est une grande révolution, que ce soit au niveau des pays arabes ou d'autres pays de notre région. D'autres peuples peuvent tirer de cette révolution quelques leçons.

D'abord, le peuple tunisien a fait cette révolution en s'appuyant sur ses propres forces. Dans beaucoup de pays arabes, des gens prétendaient qu'on ne pouvait pas faire de révolution contre des dictatures comme celle de Ben Ali sans le soutien de la France, des États-Unis ou d'autres forces étrangères. Notre peuple a montré qu'en s'appuyant sur ses propres forces, on peut déposer un dictateur comme Ben Ali, fort d'un appareil sécuritaire gigantesque.

Ensuite, le peuple tunisien a fait cette révolution dans une unité presque totale. Pendant plus d'un mois, on n'a pas entendu un seul mot d'ordre religieux, qui aurait pu diviser le peuple tunisien. Le peuple tunisien s'est uni autour de ses aspirations démocratiques, économiques et sociales.

Pour vous, cette révolution n'est pas finie. Pourquoi ?

Hamma Hammami. La révolution est

encore toujours en cours. Elle n'a pas encore vraiment réalisé ses buts démocratiques et sociaux. Elle a vaincu un dictateur, mais elle n'a pas encore vaincu la dictature. La police politique, pilier principal de la dictature, est encore toujours là et très active d'ailleurs. Le parlement est toujours là. C'est un parlement fantoche car il fallait l'accord de Ben Ali pour pouvoir y siéger. Le président par intérim est un membre du parti de Ben Ali, très proche de lui. Le gouvernement est toujours dirigé par le premier ministre de Ben Ali, Mohammed Ghannouchi, et ses ministres viennent du même entourage. Les hauts responsables, corrompus, détiennent toujours leurs postes. La Constitution a rendu possible la dictature, elle est encore inchangée. La dictature a fait passer d'innombrables lois anti-démocratiques et antisociales pour se protéger et elles sont encore toutes en vigueur. Aux mains du gouvernement actuel, toutes ces lois et institutions peuvent à nouveau être utilisées contre le peuple. Le régime de Ben Ali est donc encore toujours en place.

C'est pour cela que le mouvement populaire continue, malgré les promesses du gouvernement actuel. Il exige la dissolution de l'actuel gouvernement. Il refuse des gouvernements « remaniés » comme celui qu'on a maintenant. L'ancien parti au pouvoir, le RCD

(Rassemblement Constitutionnel Démocratique, qui était jusqu'au 18 janvier dernier encore membre de l'Internationale Socialiste, NdlR), doit être réellement dissous. Non, on ne peut donc pas dire que la révolution soit terminée. Elle n'a pas encore vaincu les forces réactionnaires. Elles sont toujours là, mais affaiblies. On doit continuer cette révolution avec grande détermination, mais aussi avec beaucoup de sens tactique pour préserver l'unité du peuple tunisien et ne pas tomber dans des divisions qui pourraient avoir des répercussions très négatives sur la marche de cette révolution, que les peuples du monde arabe regardent avec beaucoup d'espoir.

Certains présentent la révolution en Tunisie comme un événement spontané...

Hamma Hammami. C'est faux. Ils le disent pour discréditer et nier, au cours de ces dernières années, le rôle des forces révolutionnaires et



progressistes dans l'opposition. C'est une manière aussi de dire qu'il faut chercher une issue à cette révolution avec l'ancien parti au pouvoir, que les hommes politiques traditionnels sont obligés de reprendre la direction d'un mouvement qui n'en a pas. Ce mouvement n'était spontané que dans la mesure où il n'était pas organisé au niveau national. Il n'avait pas une direction unique, un programme commun. Mais ça ne veut pas dire absence de conscience et absence d'organisation.

La conscience existe, car les acteurs de ce mouvement sont avant tout des militants de gauche, des progressistes, des syndicalistes, des militants des droits humains. Ce sont des jeunes diplômés chômeurs qui appartiennent au mouvement étudiant. Notre parti est là, nos forces sont



présentes. Les islamistes, par contre, n'ont pas vraiment participé. C'est pour cela que, dans cette révolution, il n'y a aucun mot d'ordre religieux. Même si politiquement, les islamistes ont soutenu le mouvement.

Au niveau de l'organisation, les militants se sont très vite organisés en comités. Dès le premier jour de cette révolution, il y a eu dans certains villages un vide de pouvoir réel.

Ensemble avec les démocrates, nous avons alors appelé les gens à s'organiser. Ce qu'ils ont fait dans les villages et dans les régions, parfois dans des assemblées, qui s'appellent « assemblées populaires » ou « assemblées de sauvegarde de la révolution », parfois en comités ou en ligues, cela dépend. Ici à Tunis, les gens se sont organisés en comités

populaires ou comités de quartier. Ils ont choisi leurs dirigeants parmi les militants les plus actifs au cours de cette révolution. La structuration est encore faible et embryonnaire. Il n'y a pas encore de véritable centralisation au niveau national. Mais, petit à petit, ces comités se sont transformés en comités qui discutent de la situation et de l'avenir, et de ce que la population peut faire.

Le Front du 14 janvier s'est constitué il y a quelques semaines. Qui y retrouve-t-on ? Quel est son programme ou que revendique-t-il ?

Hamma Hammami. Au niveau politique, la gauche est parvenue à se

rassembler dans un front qui s'appelle le « Front du 14 janvier » en référence au jour de la fuite de Ben Ali. La gauche a un poids indéniable dans notre pays. Que ce soit au niveau politique ou syndical, au niveau de la jeunesse ou du mouvement des femmes, au niveau des droits humains ou du mouvement culturel. Ce front s'est rassemblé autour des mots d'ordre et revendications populaires. On y trouve donc la revendication de dissolution du gouvernement, la dissolution du parti au pouvoir. Le Front revendique aussi la formation d'un gouvernement provisoire, constitué par des éléments qui n'ont rien à voir avec le régime de Ben Ali, son parti, la dictature. Ce gouvernement provisoire aurait pour tâche essentielle la préparation d'élections pour une Assemblée Constituante. C'est celle-ci

qui devra rédiger la Constitution, les institutions, les lois fondamentales d'une République Populaire Démocratique à laquelle aspire le peuple tunisien.

Nous sommes aussi unis autour d'une plateforme économique et sociale, car nous considérons que la dictature était liée à une base économique et sociale, une bourgeoisie compradore (bourgeoisie tirant sa fortune de ses liens avec les multinationales étrangères, NdlR) qui pille la Tunisie en collaboration avec des sociétés et entreprises françaises, italiennes, espagnoles, portugaises, belges. Nous voulons non seulement une démocratie politique mais aussi une démocratie sociale, parce que nous considérons que la révolution actuelle est une révolution démocratique et nationale, une révolution populaire qui doit préparer des changements fondamentaux pour toute la société tunisienne dans l'avenir.

Le Front du 14 janvier a tenu le samedi 12 février son premier grand meeting public au Palais des Congrès de Tunis. Avec une grande réussite, qui dépassait de loin nos attentes. La mobilisation n'a pris qu'à peine trois à quatre jours. Plus de 8 000 personnes étaient réunies, beaucoup n'ont pas su entrer. Du jamais vu.

Le 11 février, un comité beaucoup plus large s'est constitué.

Hamma Hammami. Oui, une réunion au siège du Conseil National des Avocats a rassemblé les représentants de 28 organisations. Presque toute l'opposition à Ben Ali, sauf deux partis qui sont entrés dans le gouvernement de Ghannouchi. Hormis les 10 organisations du Front du 14 janvier, il s'agit de la centrale syndicale unique UGTT, du parti islamiste Ennadha, des Associations des Avocats, des Ecrivains, des Journalistes, de l'Union des Étudiants Tunisiens et d'autres encore. Tous sont d'accord sur des propositions concernant la fondation d'un « Conseil National pour la Sauvegarde de la Révolution ». La plateforme ne va pas aussi loin que le Front du 14 janvier, puisqu'elle ne demande pas la dissolution de ce gouvernement. Certaines forces comme l'UGTT ont accepté ce gouvernement. Mais les 28 signataires exigent que ce « Conseil National » ait un pouvoir de décision concernant toutes les lois et mesures en préparation des nouvelles élections, afin de garantir qu'elles seront vraiment démocratiques et se dérouleront dans la liberté totale. Ils réclament le droit de surveillance de toutes les décisions du gouvernement et l'obligation de soumettre pour approbation au Conseil National toutes les nominations à des hautes fonctions. Les signataires appellent la population de toutes les régions et localités à former des Comités de Sauvegarde de la Révolution et l'UGTT met tous ses locaux à leur disposition.

Ces Comités seront représentés dans le Conseil National.

Vous rassemblez là les différentes classes et couches de la population qui étaient et sont en opposition à la dictature. Cette démarche correspond au caractère de cette révolution, que vous appelez nationale et démocratique, pourquoi ?

Hamma Hammami. Depuis Hannibal (général de Carthage, ancêtre de la Tunisie, dans l'Antiquité, NdlR), ce pays n'a jamais connu de démocratie. Ni les paysans, ni les petits commerçants, ni les artisans ou petits producteurs, ni les professeurs ou instituteurs. Tout ce monde aspire avant tout à la démocratie, ensemble avec les ouvriers. Il faut en être conscient.

Nous essayons d'unir le peuple autour d'une seule tâche : en finir avec la dictature. Nous essayons d'éviter toute divergence parmi les forces populaires, ce qui pourrait être exploité par la réaction. On s'est mis d'accord avec les islamistes et avec les autres forces pour préserver cette unité du peuple tunisien et ne pas tomber dans des luttes partisans.

Mais cette révolution est aussi nationale. Les gens se rendent compte

que l'élite bourgeoise corrompue est de nature compradore, qui pille notre pays au profit de sociétés étrangères. Celles-ci cherchent à produire à bon marché pour exporter ces produits vers leurs marchés, non pas pour satisfaire les besoins de la société tunisienne.

L'ingérence des puissances européennes et américaines provient entre autres de ce qu'elles veulent à tout prix protéger leurs multinationales. Nous avons besoin d'un plan d'industrialisation en fonction des besoins de notre peuple. C'est cela que les gens réclament. Le Front du 14 janvier

revendique la construction d'une économie nationale au service du peuple où les secteurs vitaux et stratégiques sont sous la supervision de l'État.

Vous êtes porte-parole d'un parti communiste. Qu'en est-il d'une perspective socialiste en Tunisie ?

Hamma Hammami. Une révolution socialiste n'est pas à l'ordre du jour aujourd'hui. Oui, en tant que marxistes

nous estimons qu'en définitive, il faudra passer au socialisme. Ce sera nécessaire pour ne pas être pris dans le filet du capitalisme mondial qui est tenu par des grandes multinationales américaines et autres. Ce sera aussi la seule façon de mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme.



Mais cette façon de voir les choses n'est pas encore partagée largement du tout ici. Nous ne pouvons pas marcher trop vite.

Il faut tenir compte des rapports de force politiques. La classe ouvrière est en retard sur le plan de la conscience et d'organisation. Le mouvement communiste est encore assez faible dans notre pays, même s'il progresse beaucoup. Les autres classes sont assez présentes par l'intermédiaire du camp libéral, du camp islamiste... Il ne

faut donc pas faire de faux pas.

A travers cette révolution, des premiers jalons du socialisme peuvent néanmoins être établis au niveau économique. Ainsi, nous sommes pour la nationalisation des grandes entreprises au profit des travailleurs.

Comme dit plus haut, cela s'impose déjà d'un point de vue du recouvrement de notre indépendance. Nous n'allons pas nationaliser pour que cela profite à une bourgeoisie d'État (une classe qui s'enrichirait à la tête du nouvel État, NdlR). La classe ouvrière

doit pouvoir diriger ces entreprises d'une manière démocratique.

Mais cela ne vaut pas pour tous les secteurs de l'économie. Nous effraierions les petits commerçants, les artisans, les petits patrons des nombreux ateliers que compte notre pays, nous les monterions contre la révolution.

Et, surtout, il faut penser aux paysans. La paysannerie chez nous est très diversifiée. Elle n'est pas organisée et

elle accuse en général un très grand retard au niveau de la conscience. Quelques régions sont plus avancées, là où il y a des ouvriers agricoles, qui sont parfois devenus des paysans pauvres. Ils ont reçu des lopins de terre, mais ne les travaillent pas par manque de moyens. Ceux-là verront eux-mêmes la collectivisation comme une issue positive. Mais il y a aussi des régions où les paysans réclament depuis des décennies la terre que de grands capitalistes leur ont confisquée mais qu'ils travaillent néanmoins. Parler de collectivisation, cela leur rappellerait toute de suite le pillage de leurs terres au cours des années 60. A notre avis, on pourra passer de façon graduelle et diversifiée au socialisme, tout en maintenant l'unité la plus grande du peuple et dans la mesure où son expérience le mène à en voir l'utilité et la nécessité. Il n'y a pas de schéma unique. Mais il y a un but unique, le socialisme.

C'EST TOUJOURS DE LA GRÈVE SOCIALE DONT NOUS AVONS BESOIN!

Le 17 mars prochain sera déposé le budget provincial du gouvernement Charest. On a tous et toutes une bonne idée de ce à quoi il va ressembler; coupures dans les services sociaux et privatisation, hausse des frais de scolarité, tarification, etc. En résumé, des mesures qui enlèvent aux pauvres pour donner aux riches. La crise économique permet partout dans le monde de justifier des attaques toujours plus profondes contre nos acquis sociaux afin de mieux nous exploiter. Les libéraux de Jean Charest ne font pas exception.

Ce budget est en fait la continuation du budget précédent. En 2010, le mouvement ouvrier organisé, les syndicats, avaient en leur main le moyen pour forcer le gouvernement à

faire marche arrière, mais aussi pour faire des gains sociaux beaucoup plus poussés ; le Front commun : 475 000 travailleurs et travailleuses. Au même moment, les groupes populaires se regroupaient, prêts à l'action, dans la Coalition contre la tarification et la privatisation des services publics. La grève sociale était possible. Malheureusement, ce n'est pas ce qui se passa. Le Front commun s'est dissous après avoir signé des ententes à rabais avec le gouvernement.

Et nous voilà un an plus tard, à nouveau confrontés à un budget rétrograde. Quel est le plan de match ? Pour l'instant, une manifestation le 12 mars de la Coalition et de l'Alliance sociale (regroupement des centrales syndicales, de la FECQ et de la FEUQ) et une autre manifesta-

tion spécifiquement contre la hausse des frais de scolarité appelée par l'ASSÉ le 31 mars. Ces actions ont leur valeur et sont importantes. Mais c'est toujours de la grève sociale dont nous avons besoin ! Aujourd'hui, les syndicats essaient de réussir là où ils ont lamentablement échoué un an plus tôt. Il nous faut non seulement empêcher ce qui s'en vient, mais gagner ce qui a été perdu. Et il nous faut même aller encore beaucoup plus loin, car avant ces deux budgets, il y avait déjà trop de misère. Pourquoi ne pas nationaliser l'énergie, nationaliser les banques, rendre gratuite l'éducation, hausser les prestations de chômage et le salaire minimum et mettre fin à la guerre en Afghanistan ? En fait, ce n'est pas une question, c'est ce que nous devons faire.



J'ignorez

le mouvement

Ligue de la jeunesse communiste



Clarté, le journal francophone du Parti communiste du Québec

pccpcq.blogspot.com/



People's VOICE

Read the paper that fights for labour, peace, equality & socialism!

Low income: just \$12 bucks for one year!

Solidarity Price: \$25 for one year

Name _____

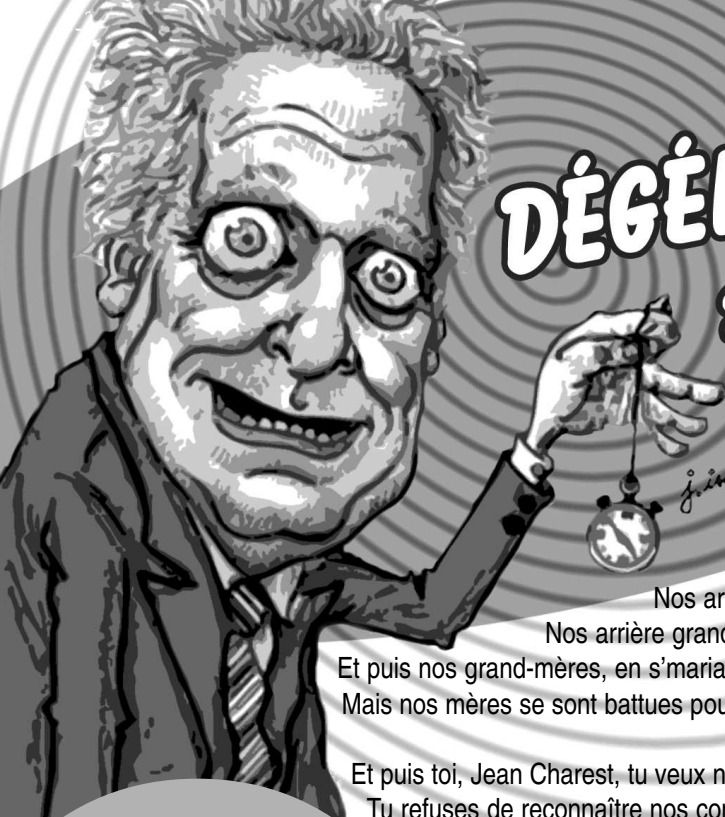
Address _____

Phone _____

Mail to: People's Voice, 133 Herkimer St., Unit 502, Hamilton, ON, L8P 2H3. www.peoplesvoice.ca

abonnez-vous à rebel youth, notre magazine bilingue

rebelyouth-magazine.blogspot.com



DÉGÉNÉRATIONS SUR L'AIR DE MES AÏEUX

J. Josée
2009

Nos arrière arrière grand-mères enseignaient pour une prière
Nos arrière grand-mères enseignaient pour des cennes noires
Et puis nos grand-mères, en s'mariant perdaient leur carrière
Mais nos mères se sont battues pour que nos droits soient reconnus.

Et puis toi, Jean Charest, tu veux nous ramener en arrière
Tu refuses de reconnaître nos compétences, not' savoir-faire
Attention mon ami, tu vas voir qu'les temps ont changé
On n'est plus des missionnaires... On mérite pleinement not' salaire.

Nos arrière arrière grand-parents allaient dans des écoles de rang
Nos arrière grand-parents allaient pas à l'école souvent
Et nos grand-parents, lâchaient l'école avant 12 ans
Mais nos parents se sont battus pour notr' accès à l'enseignement.

Et pis toi, Jean Charest, tu veux qu'le peuple soit ignorant
En coupant tous les services tu abandonnes plusieurs enfants
Attention mon ami, la grande noirceur est bien finie
On r'viendra pas à Duplessis... L'école publique est bien en vie!

Nos arrière arrière grand-pères travaillaient fort sur la terre
Nos arrière grand-mères, c'était l'ménage pis les tourtières
Et nos grand-parents, écoutaient les curés tout l'temps
Mais nos parents s'sont révoltés pis not' vie s'est améliorée.

Sauf que toi, Jean Charest, tu gouvernes seulement par décrets
Tu coupes les services publics, seuls tes amis reçoivent du fric
Attention mon ami, l'éducation pis la santé
On t'laissera pas les enterrer... C'est le coeur de not' société.

Chanson par
la chorale disponible
sur

You Tube

Chorale et coeur :

L'équipe de l'école

alternative Rose-des-Vents

Paroles: Marie-Josée Latour
(enseignante)

Sur l'air de Dégénération (avec
l'aimable autorisation du groupe
Mes Aïeux)

Programmation et mixage :
Serge Lacasse